

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay, CPA, CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Saguenay pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-20.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-05-01

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie de réserve.

Fondements de l'opinion avec réserve**Paiements de transfert**

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016 sont les suivantes :

	Surévaluation/ (Sous-évaluation)	
	En milliers de dollars	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs et Actifs financiers	(64 229)	(67 053)
Dette nette	64 229	67 053
Excédent accumulé	(64 229)	(67 053)
État consolidé des résultats		
Transferts et Revenus	2 823	6 076
Excédent de l'exercice	2 823	6 076
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(64 229)	(67 053)

Cette situation a conduit le prédécesseur à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers au 31 décembre 2016.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur les fondements de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autres points

Comptabilisation des paiements de transfert

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de notre opinion avec réserve exprimé ci-dessus découle de notre interprétation de cette nouvelle norme.

La nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

titre de revenu lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation. Nous considérons que les représentants des gouvernements sont habilités à négocier et à conclure des ententes valide et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon nous, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus.

Les états financiers de la Ville de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion avec réserve en date du 18 avril 2017.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

[Original signé par]

Jacques Chouinard, CPA auditeur, CA
permis de comptabilité publique no A105330

Raymond Chabot Grant Thornton
255, rue Racine Est, bureau 600
Chicoutimi, Québec, G7H 7L2

DATE 2018-05-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil municipal,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Fondements de l'opinion avec réserve**Paiements de transfert**

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité,

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016 sont les suivantes :

	Surévaluation/ (Sous-évaluation)	
	En milliers de dollars	
	<u>2017</u>	<u>2016</u>
État consolidé de la situation financière		
Débiteurs et Actifs financiers	(64 229)	(67 053)
Dette nette	64 229	67 053
Excédent accumulé	(64 229)	(67 053)
État consolidé des résultats		
Transferts et Revenus	2 823	6 076
Excédent de l'exercice	2 823	6 076
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	(64 229)	(67 053)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur les fondements de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Comptabilisation des paiements de transfert

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimé ci-dessus découle de mon interprétation de cette nouvelle norme.

La nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation. Je considère que les représentants des gouvernements sont habilités à négocier et à conclure

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

des ententes valide et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon nous, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus.

[Original signé par]

François Gagnon, CPA auditeur, CA
201, rue Racine Est, CP 8060
Chicoutimi, (Québec), G7H 5B8

DATE 2018-05-01

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
Redressé note 22				
Revenus				
Taxes	1	224 629 445	225 875 951	216 625 116
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 971 320	21 973 624	20 750 838
Quotes-parts	3			
Transferts	4	26 412 746	38 964 086	26 403 953
Services rendus	5	58 375 690	60 774 668	61 091 384
Imposition de droits	6	5 348 500	7 752 047	5 814 596
Amendes et pénalités	7	4 100 000	4 223 729	4 599 895
Revenus de placements de portefeuille	8		33 937	11 973
Autres revenus d'intérêts	9	2 075 000	2 741 004	2 326 987
Autres revenus	10	3 901 887	1 941 786	2 380 335
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		18 016	(3 582)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	345 814 588	364 298 848	340 001 495
Charges				
Administration générale	14	37 625 969	36 711 869	32 676 746
Sécurité publique	15	53 889 592	57 221 358	53 155 411
Transport	16	70 396 903	79 066 340	72 286 552
Hygiène du milieu	17	47 928 862	52 476 323	46 890 542
Santé et bien-être	18	1 798 771	2 602 909	2 165 943
Aménagement, urbanisme et développement	19	23 243 111	27 167 906	28 253 501
Loisirs et culture	20	50 075 721	56 525 973	51 227 945
Réseau d'électricité	21	38 916 775	38 238 679	36 332 549
Frais de financement	22	20 244 865	18 534 498	18 891 456
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	344 120 569	368 545 855	341 880 645
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 694 019	(4 247 007)	(1 879 150)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		633 863 409	631 475 062
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(4 267 497)	
Solde redressé	28		629 595 912	631 475 062
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		625 348 905	629 595 912

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 425 991	7 919 347
Débiteurs (note 5)	2	64 727 531	58 227 005
Prêts (note 6)	3	1 701 192	1 579 339
Placements de portefeuille (note 7)	4	75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	1 094 836	1 076 820
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>75 024 550</u>	<u>68 877 511</u>
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		8 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	62 599 701	63 500 042
Revenus reportés (note 12)	12	13 876 538	9 704 331
Dette à long terme (note 13)	13	464 409 884	425 667 019
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	65 827 700	63 090 100
	15	<u>606 713 823</u>	<u>569 961 492</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>(531 689 273)</u>	<u>(501 083 981)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	1 151 191 647	1 124 361 953
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	4 423 028	4 444 401
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 423 503	1 873 539
	21	<u>1 157 038 178</u>	<u>1 130 679 893</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>625 348 905</u>	<u>629 595 912</u>

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 694 019	(4 247 007)	(1 879 150)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	76 538 842 ) (	85 976 964 ) (	56 306 190)
Produit de cession	3	370 000	3 589 274	779 903
Amortissement	4	44 908 479	57 693 281	44 890 944
(Gain) perte sur cession	5	(370 000)	(2 135 285)	(429 102)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(31 630 363)	(26 829 694)	(11 064 445)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		21 373	(160 174)
Variation des autres actifs non financiers	10		450 036	(918 498)
	11		471 409	(1 078 672)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(29 936 344)	(30 605 292)	(14 022 267)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(501 083 981)	(491 329 211)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			4 267 497
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(501 083 981)	(487 061 714)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(531 689 273)	(501 083 981)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(4 247 007)	(1 879 150)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	57 693 281	44 890 944
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(2 135 285)	(429 102)
- FLI et PMC FLI	4	36 334	(648)
	5	51 347 323	42 582 044
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(6 500 526)	4 856 852
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(900 341)	1 115 208
Revenus reportés	9	4 172 207	(54 113)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	2 737 600	(2 522 200)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	21 373	(160 174)
Autres actifs non financiers	13	450 036	(918 498)
	14	51 327 672	44 899 119
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(85 976 964)	(56 306 190)
Produit de cession	16	3 589 274	779 903
	17	(82 387 690)	(55 526 287)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(508 016)	(110 418)
Remboursement ou cession	19	331 813	313 376
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(176 203)	202 958
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	114 609 650	80 738 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(75 586 441)	(65 826 649)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 000 000)	(7 000 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(280 344)	154 251
Autres			
-	27		
-	28		
	29	30 742 865	8 065 602
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(493 356)	(2 358 608)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	7 919 347	6 010 458
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		4 267 497
Solde redressé	33	7 919 347	10 277 955
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	7 425 991	7 919 347

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saguenay est un organisme municipal existant depuis le 18 février 2002 en vertu du décret 841-2001 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q,c.0-9) et modifié par le décret 1474-2001.

La Ville est constituée des ex-municipalités suivantes: Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 17 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 19.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de transport du Saguenay	*	
Fondation Timi inc.		*
Conseil des arts de Saguenay	*	

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice selon laquelle les revenus et les charges sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Les revenus et charges sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.
- Les revenus de transfert sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés, que la Ville satisfait aux critères d'admissibilité et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.
- Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints sont présentés à titre de revenus reportés tant que les critères ne sont pas atteints.
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.
- Le produit de cession d'immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme municipal, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et enfin les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût comme une charge et présentées également à titre d'actif non financier à l'état de la situation financière à la valeur amortie.

La charge d'amortissement est reflétée au poste de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :	entre 15 et 40 ans
Réseau d'électricité :	entre 15 et 40 ans
Bâtiments :	entre 15 et 40 ans
Véhicules :	entre 3 et 15 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 5 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	entre 5 et 20 ans
Autres :	entre 1 et 30 ans

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

La Ville respecte les dispositions de l'article 1.1 de la Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts, entrée en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour les cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participe la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) individuels, offerts par la Ville à certains de ses salariés, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2013 et le service postérieur au 31 décembre 2012 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour le régime des pompiers et des policiers pour se conformer à la loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode de la valeur lissée 3 ans. Cependant, compte tenu de la création d'un fonds de stabilisation en date du 31 décembre 2012 dans le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres, nous avons évalué l'actif de ce régime à compter du 1er janvier 2013 et celui du régime des policiers et des pompiers à compter du 1er janvier 2014 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective non capitalisé : ces déficits n'ont pas été amortis;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour les excédents de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective : ces excédents ne sont pas amortis.

- l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMOT selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliées aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2013 pouvaient être affectées dans une dépense constatée à taxer ou à pourvoir. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amortis au 31 décembre 2022. La Ville a décidé d'amortir le solde du montant ainsi reporté au cours des prochains exercices de façon linéaire de 2014 à 2022. Un montant de 3 724 100 \$ a ainsi été amorti en 2017.

- Appariement fiscal pour les revenus de transfert :

- pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement l'amortissement des immobilisations. Antérieurement, la Ville ne constatait pas systématiquement d'amortissement à l'égard de ses immobilisations au moment de leur mise en service, ce qui constituait une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, les ajustements suivants :

	Augmentation <u>(diminution)</u>
État consolidé de la situation financière	
Immobilisations	(4 267 497)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(4 267 497)
État consolidé des résultats	
Amortissements	4 267 497
Excédent de l'exercice	(4 267 497)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 6 578 768	7 084 340
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 847 223	835 007
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 7 425 991	7 919 347
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 3 476 889	4 120 391
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 23 766 288	14 591 400
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 9 933 888	8 914 977
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 4 806	5 936
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 16 124 250	17 167 831
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 27 276 443	20 989 424
Organismes municipaux	15 285 287	211 597
Autres		
- Réseau électricité	16 5 504 769	4 861 474
- Divers débiteurs	17 5 598 088	6 075 766
	18 64 727 531	58 227 005
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 7 767 286	8 423 463
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 7 767 286	8 423 463
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 1 853 918	1 339 067
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 842 795	842 795
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Prêt - FLI	26 858 397	736 544
-	27	
	28 1 701 192	1 579 339
Provision pour moins-value déduite des prêts	29 304 904	269 570
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	75 000	75 000
Autres placements	31		
	32	75 000	75 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(37 817 000)	(35 976 600)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(28 010 700)	(27 113 500)
	37	<u>(65 827 700)</u>	<u>(63 090 100)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	20 677 700	20 249 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	1 435 500	1 220 400
Régimes à cotisations déterminées	40	724 713	640 346
Autres régimes (REER et autres)	41	69 190	69 396
Régimes de retraite des élus municipaux	42	236 687	237 497
	43	<u>23 143 790</u>	<u>22 417 539</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Impact de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la «loi RRSM») - mise à jour au 31 décembre 2017

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

La ville dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 100 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1.7 % échéant en octobre 2019.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	25 342 858	21 413 420
Salaires et avantages sociaux	48	8 553 368	15 617 609
Dépôts et retenues de garantie	49	6 891 809	5 447 781
Provision pour contestations d'évaluation	50	421 682	381 390
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52	425 000	425 000
Autres			
- Organismes municipaux	53	211 187	182 845
- Intérêts courus	54	3 354 276	3 280 595
- Vacances courus et autres	55	17 399 521	16 751 402
-	56		
-	57		
	58	62 599 701	63 500 042

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	2 595 978	2 134 522
Fonds de développement des territoires	61	798 723	
Fonds parcs et terrains de jeux	62	154 669	184 869
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65	2 641 070	
Autres			
- Fonds - terres publiques intra	66	743 723	707 203
- Transferts	67	6 082 894	6 186 444
- Autres	68	859 481	491 293
-	69		
	70	13 876 538	9 704 331

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

						2017	2016
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	5,00	2018	2037	71	430 207 900	389 414 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					72		
Gains (pertes) de change reportés					73		
					74		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	4,97	2018	2031	75	36 795 170	38 942 970
Organismes municipaux					76		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,40	5,40	2018	2022	77	377 709	
Autres					78		
					79	467 380 779	428 357 570
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(2 970 895)	(2 690 551)
					81	464 409 884	425 667 019

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2018	82	90	52 364 200	98	64 850	107	2 091 717	115	54 520 767
2019	83	91	43 344 700	99	64 850	108	2 023 269	116	45 432 819
2020	84	92	34 118 600	100	64 850	109	4 862 268	117	39 045 718
2021	85	93	22 688 300	101	64 850	110	2 208 508	118	24 961 658
2022	86	94	12 826 800	102	186 494	111	2 274 974	119	15 288 268
2023 et +	87	95	264 865 300	103		112	23 334 434	120	288 199 734
	88	96	430 207 900	104	445 894	113	36 795 170	121	467 448 964
Intérêts et frais accessoires				105	(68 185)			122	(68 185)
	89	97	430 207 900	106	377 709	114	36 795 170	123	467 380 779

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

	2017	2016
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(478 478 179)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	(53 211 094)
Autres	126	()
	127	(531 689 273)
		(501 083 981)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	200 877 674	156	26 145 622	183	(7 337 126)	210	234 360 422
Eaux usées	129	279 751 154	157	1 299 771	184	(470 983)	211	281 521 908
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	440 375 031	158	21 050 848	185	4 469 483	212	456 956 396
Autres	131	194 987 666	159	5 559 688	186	10 864 355	213	189 682 999
Réseau d'électricité	132	74 840 544	160	884 382	187	3 335 672	214	72 389 254
Bâtiments	133	324 176 642	161	3 682 563	188	(8 392 764)	215	336 251 969
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	80 308 531	163	10 128 203	190	(5 171 134)	217	95 607 868
Ameublement et équipement de bureau	136	21 615 995	164	5 445 992	191	4 395 625	218	22 666 362
Machinerie, outillage et équipement divers	137	30 452 790	165	7 631 383	192	9 752 365	219	28 331 808
Terrains	138	43 362 042	166	239 619	193	891 179	220	42 710 482
Autres	139	982 651	167	7 335	194	129 228	221	860 758
	140	<u>1 691 730 720</u>	168	<u>82 075 406</u>	195	<u>12 465 900</u>	222	<u>1 761 340 226</u>
Immobilisations en cours	141	<u>85 236 277</u>	169	<u>3 901 558</u>	196		223	<u>89 137 835</u>
	142	<u>1 776 966 997</u>	170	<u>85 976 964</u>	197	<u>12 465 900</u>	224	<u>1 850 478 061</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	74 853 216	171	5 856 061	198	(3 936 869)	225	84 646 146
Eaux usées	144	114 513 173	172	8 715 662	199	(273 335)	226	123 502 170
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	164 888 390	173	11 512 015	200	1 385 122	227	175 015 283
Autres	146	78 782 208	174	7 970 478	201	6 137 286	228	80 615 400
Réseau d'électricité	147	20 169 505	175	2 057 559	202	2 386 433	229	19 840 631
Bâtiments	148	128 661 560	176	8 458 425	203	(3 562 856)	230	140 682 841
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	43 785 248	178	7 762 261	205	(1 604 055)	232	53 151 564
Ameublement et équipement de bureau	151	12 491 671	179	2 748 027	206	4 426 072	233	10 813 626
Machinerie, outillage et équipement divers	152	13 796 442	180	2 595 496	207	5 924 885	234	10 467 053
Autres	153	663 631	181	17 297	208	129 228	235	551 700
	154	<u>652 605 044</u>	182	<u>57 693 281</u>	209	<u>11 011 911</u>	236	<u>699 286 414</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>1 124 361 953</u>					237	<u>1 151 191 647</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Assurance	254	277 666
- Droit d'utilisation et autres	255	653 059
- S.A.A.Q et dépôt sur autobus	256	492 778
Autres		1 025 111
-	257	
-	258	
	259	1 423 503
		1 873 539
Note		
<hr/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

	2017	2016
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	260	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261	61 819
Autres revenus	262	28 207
	263	90 026
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264	1 787
Variation de la provision pour moins-value	265	35 334
	266	37 121
Autres charges	267	(1 197)
	268	37 121
Excédent (déficit) de l'exercice	269	52 905

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	270	2 756 295	2 827 594
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272	33 837	31 486
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273	1 163 301	1 006 114
Provision pour moins-value	274	(304 904)	(269 570)
	275	858 397	736 544
	276	3 648 529	3 595 624
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279	3 566 757	3 566 757
	280	3 566 757	3 566 757
Solde du Fonds local d'investissement	281	81 772	28 867

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282	2 518 795	2 717 594
Supportant les engagements de prêts	283	237 500	110 000
Supportant les garanties de prêts	284		
	285	2 756 295	2 827 594

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts aux entreprises comportent différentes modalités de recouvrement, notamment des moratoires pouvant atteindre jusqu'à douze mois, une période maximale de remboursement de sept ans et des intérêts à des taux variant de 4 % à 10 %.

Note sur la dette à long terme

Emprunt, sans intérêts, remboursable selon les modalités suivantes :

- un premier versement le 1 juin 2020 égal au solde du prêt consenti et non encore investi par le fonds local d'investissement au 31 décembre 2019;

- à compter du 1er juin 2021, cinq versements annuels, chaque versement étant égal aux sommes reçues par la Ville durant la période de douze mois précédant le 31 décembre de chaque année, à titre de remboursement du capital investi par le fonds local d'investissement;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

- un versement le 1er juin 2026 égal à l'évaluation du portefeuille de placements du fonds local d'investissement au 31 décembre 2025, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

En vertu de ces modalités de remboursement, les montants correspondant aux pertes approuvées par le MESI sur les prêts ne seront pas remboursables.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers 6 entreprises pour un montant totalisant 237 500 \$ au 31 décembre 2017.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

Les autres revenus sont constituées des intérêts bancaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<u>302</u>		
	<u>303</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles

Office municipal d'habitation de Saguenay

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, la Ville de Saguenay est tenue de combler dix pour cent (10 %) du déficit annuel de l'Office municipal d'habitation de Saguenay.

La participation réelle de la Ville au déficit de l'Office municipal d'habitation n'étant pas encore connue, la charge a été établie en fonction du budget de l'Office entériné par la Société d'habitation du Québec.

Autres engagements

La Ville s'est engagée à long terme envers différents entrepreneurs et organismes dans le cours normal de ses activités. Ces ententes portent principalement sur le déneigement, les matières résiduelles, l'entretien, la location d'espaces et diverses aides aux organismes. Elles viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2022 et totalisent environ 61 413 328 \$, taxes incluses.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2018 :	18 431 364 \$
2019 :	16 092 105 \$
2020 :	13 246 445 \$
2021 :	9 235 752 \$
2022 :	4 407 662 \$

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Hébergement Plus (rés.C-99-786) :	240 000 \$
Société Bélu inc. (rés.00-229, VS-CM-2015-119) :	47 200 \$
Promotion Saguenay inc. (rés. VS-CM-2010-57, VS-CM-2010-58, VS-CM-2011-80, VS-CM-2011-208) :	13 306 000 \$
Ensemble folklorique des Farandoles de Chicoutimi inc. (rés.VS-CM-2015-187) :	22 283 \$
Corporation St-François de Jonquière inc. (VS-CM-2017-346) :	40 000 \$
Carrefour socio-culturel Au Vieux Théâtre (rés.VS-CM-2015-364) :	370 000 \$
Festival des Rythmes du Monde (rés.VS-CM-2011-124) :	320 000 \$
Jonquière en Musique inc. (rés.VS-CM-2017-347) :	99 000 \$
Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi (rés.VS-CM-2008-143, VS-CM-2015-334) :	7 566 000 \$
Groupe des écorceurs (rés.VS-CM-2017-350) :	99 000 \$
Fondation entrepreneurs sans frontières (rés. VS-CM-2008-145) :	185 000 \$
Contact nature Rivière-à-mars (rés. VS-CM-2017-147) :	95 000 \$
Corporation du Musée du Saguenay-Lac-St-Jean (rés. VS-CM-2017-348) :	50 000 \$
Club de ski de fond Le Norvégien (rés. VS-CM-2017-280) :	25 000 \$
Camping de Jonquière inc. (rés. VS-CM-2017-281) :	99 000 \$
Groupe photo média international (rés. VS-CM-2017-349) :	60 000 \$
Musée du Fjord (rés. VS-CM-2011-105) :	1 700 000 \$
Diffusion Saguenay (rés. VS-CM-2011-139, VS-CM-2014-68, VS-CM-2016-266) :	10 150 000 \$
École de danse Florence Fourcaudot (rés.VS-CM-2013-380) :	3 378 500 \$
Club de curling de Chicoutimi (rés. VS-CM-2014-27) :	375 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Centre multisport Nazaire-Girard (rés. VS-CM-2016-180) :	15 000 \$
Sagym (VS-CM-2010-210) :	275 000 \$
Fondation de la pulperie de Chicoutimi (VS-CM-2016-225) :	508 275 \$

b) Auto-assurance

La Ville a créé à compter du 19 février 2003 par le règlement numéro VS-2003-2, une réserve financière sous le nom de "Réserve auto-assurance" afin de pourvoir aux capitaux nécessaires au fonctionnement d'un programme d'auto-assurance en matière de responsabilité civile.

Le fonds est à durée indéterminée.

Le montant projeté du fonds est de 5 000 000 \$.

Au 31 décembre 2017, le solde du fonds est de 1 036 147 \$.

c) Poursuites

Les conseillers juridiques externes confirment un montant approximatif de 2 363 647 \$ en réclamations de dommages et intérêts intentées contre la Ville à divers titres dont certains de ces montants sont couverts par les assurances. Ils ne sont présentement pas en mesure d'émettre une opinion sur l'issue de ces causes. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement, pouvant résulter du dénouement de ces éventualités, supérieur à la provision sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres**Protection de l'environnement**

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne leurs résultantes, leurs échéances ou leurs impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

22. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et du budget adopté par la Société de transport du Saguenay, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Budget 2017	Réalizations 2017		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	216 625 116	224 629 445	225 875 951			225 875 951
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 750 838	20 971 320	21 973 624			21 973 624
Quotes-parts	3					11 289 000	
Transferts	4	13 568 677	13 155 940	15 451 448		6 875 997	22 247 445
Services rendus	5	57 007 156	54 257 690	56 400 344		4 439 335	60 774 668
Imposition de droits	6	5 814 596	5 348 500	7 752 047			7 752 047
Amendes et pénalités	7	4 599 895	4 100 000	4 223 729			4 223 729
Revenus de placements de portefeuille	8					33 937	33 937
Autres revenus d'intérêts	9	2 300 096	2 070 000	2 717 873		23 131	2 741 004
Autres revenus	10	1 892 007	375 000	1 438 152		326 116	1 763 768
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	322 558 381	324 907 895	335 833 168		22 987 516	347 386 173
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					108 000	
Transferts	15	5 713 634	6 077 806	14 221 400		2 495 241	16 716 641
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	503 859	3 001 887				
Autres	18	1 072 640		178 018			178 018
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					18 016	18 016
	20	7 290 133	9 079 693	14 399 418		2 621 257	16 912 675
	21	329 848 514	333 987 588	350 232 586		25 608 773	364 298 848
Charges							
Administration générale	22	31 558 316	35 166 392	35 663 879	1 053 117		36 711 869
Sécurité publique	23	51 213 831	51 947 412	54 213 840	3 007 518		57 221 358
Transport	24	45 561 195	46 141 798	49 981 295	17 723 108	22 758 937	79 066 340
Hygiène du milieu	25	33 088 758	35 400 526	34 825 637	17 650 686		52 476 323
Santé et bien-être	26	2 165 943	1 798 771	2 597 974	4 935		2 602 909
Aménagement, urbanisme et développement	27	26 797 074	22 137 362	25 578 391	1 589 515		27 167 906
Loisirs et culture	28	41 822 301	41 832 932	45 966 989	10 501 064	198 304	56 525 973
Réseau d'électricité	29	34 126 806	36 711 032	35 386 464	2 852 215		38 238 679
Frais de financement	30	18 474 135	19 855 865	18 174 210		360 288	18 534 498
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	46 175 976	41 908 479	54 382 158	(54 382 158)		
	33	330 984 335	332 900 569	356 770 837		23 317 529	368 545 855
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 135 821)	1 087 019	(6 538 251)		2 291 244	(4 247 007)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalizations 2017		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 135 821)	1 087 019	(6 538 251)	2 291 244	(4 247 007)
Moins: revenus d'investissement	2	(7 290 133)	(9 079 693)	(14 399 418)	(2 621 257)	(16 912 675)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(8 425 954)	(7 992 674)	(20 937 669)	(330 013)	(21 159 682)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	46 175 976	41 908 479	54 382 158	3 311 123	57 693 281
Produit de cession	5	748 159	370 000	3 579 648	9 626	3 589 274
(Gain) perte sur cession	6	(426 982)	(370 000)	(2 125 659)	(9 626)	(2 135 285)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	46 497 153	41 908 479	55 836 147	3 311 123	59 147 270
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	288 506		331 813		331 813
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(648)		36 334		36 334
	15	287 858		368 147		368 147
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	15 147 395	17 599 600	18 651 516		18 651 516
Remboursement de la dette à long terme	17	(47 576 289)	(48 662 385)	(48 662 371)	(3 083 391)	(51 745 762)
	18	(32 428 894)	(31 062 785)	(30 010 855)	(3 083 391)	(33 094 246)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(856 379)	(400 000)	(2 164 474)	(79 554)	(2 352 028)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 195 277	1 715 000	2 218 574	292 444	2 511 018
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 000 000		1 715 000		1 715 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 084 997)	(1 133 540)	(1 936 737)	55 062	(1 881 675)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 750 490)	(3 034 480)	(3 662 753)	(19 000)	(3 681 753)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 496 589)	(2 853 020)	(3 830 390)	248 952	(3 689 438)
	26	12 859 528	7 992 674	22 363 049	476 684	22 731 733
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 433 574		1 425 380	146 671	1 572 051

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 290 133	14 399 418	2 621 257	16 912 675
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(1 146 715)	(465 893)	()	(465 893)
Sécurité publique	3	(5 124 905)	(8 478 187)	()	(8 478 187)
Transport	4	(23 881 445)	(31 387 801)	(5 693 365)	(37 081 166)
Hygiène du milieu	5	(12 398 020)	(18 894 359)	()	(18 894 359)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 217 116)	(1 212 595)	()	(1 212 595)
Loisirs et culture	8	(8 489 590)	(18 843 766)	()	(18 843 766)
Réseau d'électricité	9	(2 145 712)	(1 000 998)	()	(1 000 998)
	10	(55 403 503)	(80 283 599)	(5 693 365)	(85 976 964)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(114 000)	(490 000)	(18 016)	(508 016)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	49 538 068	67 589 089	3 020 400	70 609 489
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	856 379	2 164 474	79 554	2 352 028
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	2 186 612	1 658 371		1 658 371
	18	3 042 991	3 822 845	79 554	4 010 399
	19	(2 936 444)	(9 361 665)	(2 611 427)	(11 865 092)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	4 353 689	5 037 753	9 830	5 047 583

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2016</u>	<u>Administration</u>	<u>2017</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
		municipale	Redressé note 22	contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 801 944	6 611 663	814 328	7 425 991
Débiteurs (note 5)	2	54 533 038	59 377 445	5 350 086	64 727 531
Prêts (note 6)	3	1 579 339	1 701 192		1 701 192
Placements de portefeuille (note 7)	4	301 723	75 000		75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			1 094 836	1 094 836
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	62 216 044	67 765 300	7 259 250	75 024 550
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 000 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	60 078 581	58 467 063	4 132 638	62 599 701
Revenus reportés (note 12)	12	7 900 715	12 641 851	1 234 687	13 876 538
Dette à long terme (note 13)	13	409 812 021	448 623 642	15 786 242	464 409 884
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	63 090 100	65 827 700		65 827 700
	15	548 881 417	585 560 256	21 153 567	606 713 823
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(486 665 373)	(517 794 956)	(13 894 317)	(531 689 273)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	1 092 880 352	1 117 327 804	33 863 843	1 151 191 647
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	3 595 301	3 640 761	782 267	4 423 028
Autres actifs non financiers (note 17)	20	779 682	878 102	545 401	1 423 503
	21	1 097 255 335	1 121 846 667	35 191 511	1 157 038 178
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 718 574	1 863 355	534 653	2 398 008
Excédent de fonctionnement affecté	23	2 215 000	1 000 000		1 000 000
Réserves financières et fonds réservés	24	4 949 891	5 807 617	168 672	5 976 289
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(127 729 439)	(130 151 389)	(845 000)	(129 306 389)
Financement des investissements en cours	26	(19 033 349)	(14 596 275)	661 799	(13 934 476)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	747 469 285	740 128 403	19 087 070	759 215 473
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	610 589 962	604 051 711	21 297 194	625 348 905

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
					Redressé note 22
Rémunération	1	101 625 011	101 225 588	110 537 023	106 955 042
Charges sociales	2	33 419 824	35 023 652	37 456 065	33 349 052
Biens et services	3	96 023 900	97 944 350	105 746 159	98 882 007
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	12 218 796	10 864 456	11 038 909	11 080 217
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 302 569	1 347 109	1 530 111	1 442 725
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	6 334 500	5 962 645	5 965 478	6 368 514
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	11 089 000	11 397 000		
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12	1 225 000	3 169 681	3 124 631	2 942 716
Autres	13	25 474 970	31 943 351	31 943 351	29 947 871
Amortissement des immobilisations	14	41 908 479	54 382 158	57 693 281	49 158 441
Autres					
- Réclamations de dommages	15	565 000	2 428 105	2 428 105	576 467
- Autres	16	1 713 520	1 082 742	1 082 742	1 177 593
-	17				
	18	332 900 569	356 770 837	368 545 855	341 880 645

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 398 008	3 399 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 000 000	2 215 000
Réserves financières et fonds réservés	3	5 976 289	5 089 269
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	129 306 389 ) (	126 903 439)
Financement des investissements en cours	5	(13 934 476)	(18 297 024)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	759 215 473	764 093 106
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	625 348 905	629 595 912
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 863 355	2 718 574
Organismes contrôlés ¹	10	534 653	680 426
	11	2 398 008	3 399 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Énergie et déneigement	12	1 000 000	500 000
- Budget de fonctionnement 2017	13		1 715 000
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 000 000	2 215 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	1 000 000	2 215 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Réserve auto - assurance	27	1 036 147	898 027
- Réserve infrastructures	28	500 000	
- Réserve Hydro-Jonquière	29	500 000	
-	30		
-	31		
	32	2 036 147	898 027
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	383 857	319 709
Organismes contrôlés	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40	168 672	139 378
Montant non réservé			
Administration municipale	41	379 358	268 363
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43	2 790 132	2 859 080
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-Fonds de logement social	45	209 729	590 729
-Fonds Conseil des arts	46	8 394	13 983
	47	3 940 142	4 191 242
	48	5 976 289	5 089 269

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (1 254 100)	(1 254 100)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (18 075 400)	(18 075 400)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (18 620 900)	(22 345 000)
Autres	52 (88 300)	(56 900)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (9 935 300)	(9 038 100)
	54 (47 974 000)	(50 769 500)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (2 543 010)	(3 336 639)
Autres	58 ()	()
-	59 ()	()
	60 (50 517 010)	(54 106 139)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (185 264)	(277 889)
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres	66 ()	()
-	67 ()	()
	68 (185 264)	(277 889)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (4 712 400)	(5 275 700)
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (3 566 757)	(3 566 757)
Autres	72 (73 309 670)	(64 675 775)
- Autres financements	73 ()	()
	74 (81 588 827)	(73 518 232)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 2 126 315	262 277
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77 858 397	736 544
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 2 984 712	998 821
	81 (129 306 389)	(126 903 439)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 8 229 198	11 920 846
Investissements à financer	83 (22 163 674 ) (	30 217 870)
	84 (13 934 476)	(18 297 024)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 1 151 191 647	1 124 361 953
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 1 701 192	1 579 339
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 75 000	75 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89 1 094 836	1 076 820
	90 1 154 062 675	1 127 093 112
Ajustements aux éléments d'actif	91 (858 397)	(736 544)
	92 1 153 204 278	1 126 356 568
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (464 409 884 ) (	425 667 019)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (2 970 895 ) (	2 690 551)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 692 372	5 098 665
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 68 699 602	60 995 443
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (393 988 805 ) (	362 263 462)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (393 988 805 ) (	362 263 462)
	101 759 215 473	764 093 106

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 2	2 2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIMES DE RETRAITE ENREGISTRÉS

La Ville de Saguenay offre à ses employés deux régimes de retraite enregistrés auprès de Retraite Québec : celui du groupe des cols bleus, des cols blancs et des cadres et celui des pompiers et des policiers. Ces régimes sont capitalisés et prévoient le versement de prestations calculées en fonction d'un nombre d'années de service reconnues et d'un pourcentage préétabli (2 %) de la rémunération admissible (salaire final moyen), entre autres. De plus, des prestations de raccordement sont prévues aux régimes.

Ces régimes ont chacun deux volets: le service antérieur au 1er janvier 2013 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2012 (volet courant) pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et le service antérieur au 1er janvier 2014 (volet antérieur) et le service postérieur au 31 décembre 2013 (volet courant) pour le régime des pompiers et des policiers.

Dans les deux régimes, les paramètres du volet courant sont les mêmes pour les groupes d'employés qui en font partis. Quant au volet antérieur, les paramètres diffèrent dans les deux régimes et d'un groupe à l'autre à l'intérieur d'un même régime. Certains changements s'appliquent dès le 1er janvier 2013 pour le régime des cols bleus, des cols blancs et des cadres et au 1er janvier 2014 pour le régime des pompiers et des policiers.

Le 31 décembre 2016 est la date de l'évaluation actuarielle la plus récente pour ces deux régimes.

RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Régime d'appoint

Pour certains cadres, ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et la rente effectivement payable par le régime de base.

Rentes payables par la Ville

Ce programme est constitué des rentes payables directement par les fonds de la Ville à la suite du programme de départ assisté (PDA) de 2007.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (35 976 600)	(39 198 900)
Charge de l'exercice	4 (20 677 700)	(20 249 900)
Cotisations versées par l'employeur	5 18 837 300	23 472 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(37 817 000)</u>	<u>(35 976 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 529 586 000	496 927 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (586 912 800)	(578 545 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (57 326 800)	(81 617 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 19 509 800	45 641 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (37 817 000)	(35 976 600)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(37 817 000)</u>	<u>(35 976 600)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 529 586 000	496 927 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (586 912 800)	(578 545 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (57 326 800)	(81 617 600)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 22 232 000	18 118 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	147 700
	20 22 232 000	18 266 400
Cotisations salariales des employés	21 (12 454 900)	(8 895 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 9 777 100	9 370 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 5 888 500	5 498 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	69 400
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>15 665 600</u>	<u>14 938 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 33 014 500	31 842 000
Rendement espéré des actifs	34 (28 002 400)	(26 530 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 5 012 100	5 311 700
Charge de l'exercice	<u>20 677 700</u>	<u>20 249 900</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 30 946 900	32 048 100
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (28 002 400)	(26 530 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 944 500	5 517 800
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 17 298 200	(11 659 900)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 29 580 900	28 788 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 547 122 700	495 227 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 962 800	4 014 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,79 %	5,74 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,74 %	5,89 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1 54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE

Ce régime est éligible aux retraités à partir de 50 ans. Les garanties couvrent en partie l'assurance-vie de base, l'assurance décès ou mutilation par accident, l'assurance-vie des personnes à charge, l'assurance maladie et l'assurance soins dentaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (27 113 500)	(26 413 400)
Charge de l'exercice	56 (1 435 500)	(1 220 400)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 538 300	520 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(28 010 700)</u>	<u>(27 113 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (24 304 700)	(26 416 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (24 304 700)	(26 416 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (3 706 000)	(696 900)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (28 010 700)	(27 113 500)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(28 010 700)</u>	<u>(27 113 500)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (24 304 700)	(26 416 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(24 304 700)</u>	<u>(26 416 600)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 814 100	714 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 146 200	
	72 <u>960 300</u>	<u>714 600</u>
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74 960 300	714 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 (229 800)	(374 500)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76 (146 200)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>584 300</u>	<u>340 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 <u>851 200</u>	<u>880 300</u>
Rendement espéré des actifs	84 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>851 200</u>	<u>880 300</u>
Charge de l'exercice	86 <u>1 435 500</u>	<u>1 220 400</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 <u>3 385 100</u>	<u>(1 344 600)</u>
Prestations versées au cours de l'exercice	91 <u>538 300</u>	<u>520 300</u>
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 <u>13</u>	<u>14</u>
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 <u>3,30 %</u>	<u>3,14 %</u>
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 <u>0,00 %</u>	<u>%</u>
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 <u>2,75 %</u>	<u>3,00 %</u>
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 <u>%</u>	<u>%</u>
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 <u>5,62 %</u>	<u>5,45 %</u>
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 <u>4,00 %</u>	<u>4,00 %</u>
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 <u>2 036</u>	<u>2 033</u>
Autres hypothèses économiques		
-	103	
-	104	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 4

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Société de transport du Saguenay participent à des régimes à cotisations déterminées qui prévoient le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec des intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La charge de la Société correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice. La Société n'a aucune obligation, relative aux régimes, autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle des employés correspond à un montant variant de 4,5 % à 7 % de leur salaire et la Société doit verser un montant représentant 7 % à 10,5 % du salaire des employés.

Description du régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM)

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM). Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un % fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2015, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 7 840 000 \$. La part de ce déficit dont la Ville de Saguenay est responsable est de 760 430 \$.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	106 <u>724 713</u>	<u>640 346</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 4

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Saguenay offre à certains de ses salariés des REER individuels. Les cotisations de l'employeur pour ces régimes correspondent à 10 % du salaire des employés.

Charge de l'exercice	2017	2016
Cotisations de l'employeur	108 <u>69 190</u>	<u>69 396</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 109 Oui
110 Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111 <u>16</u>	<u>19</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	<u>48 604</u>	<u>48 105</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113	163 795	162 113
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	<u>72 892</u>	<u>75 384</u>
	115	<u>236 687</u>	<u>237 497</u>

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	451 509 170
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	21 763 243
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	14 853 317
--	---	------------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	6 922 286
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	44 786 094
---	---	------------

Autres montants	10	12 025 775
-----------------	----	------------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 409 907
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Autres revenus vs à financer	12	849 244
--------------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	420 132 424
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	5 939 810
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	426 072 234
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	426 072 234
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	426 072 234
---	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	33 916 102
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2017	2017	2017	2016	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	190 832 525	192 022 477	192 022 477	186 059 930
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	8 180	864	864	1 284
Activités de fonctionnement	6		13 198	13 198	22 654
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	190 840 705	192 036 539	192 036 539	186 083 868
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	12 115 700	12 096 110	12 096 110	11 131 628
Égout	11	10 472 600	10 511 589	10 511 589	9 371 877
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	10 133 500	10 168 020	10 168 020	9 042 419
Autres					
-Centre - ville	14	35 000	38 975	38 975	38 700
-Zone Talbot	15	96 000	96 720	96 720	99 637
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	915 000	899 653	899 653	822 573
Service de la dette	18	20 940	28 345	28 345	34 414
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	33 788 740	33 839 412	33 839 412	30 541 248
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	33 788 740	33 839 412	33 839 412	30 541 248
	26	224 629 445	225 875 951	225 875 951	216 625 116

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 272 000	1 554 590	1 266 152
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	37 100	57 666	36 704
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	80 300	80 335	80 335
	31	1 389 400	1 692 591	1 383 191
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 512 280	3 546 864	3 514 334
Cégeps et universités	33	3 079 070	3 076 428	3 079 824
Écoles primaires et secondaires	34	3 697 940	3 988 609	3 694 131
	35	10 289 290	10 611 901	10 288 289
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	11 678 690	12 304 492	11 671 480
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	5 636 000	5 771 339	5 510 124
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	168 630	181 152	150 564
Taxes d'affaires	43			
	44	5 804 630	5 952 491	5 660 688
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48	3 300 500	3 407 381	3 201 523
Autres	49	187 500	309 260	217 147
	50	3 488 000	3 716 641	3 418 670
	51	20 971 320	21 973 624	20 750 838

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	83 827	83 827	79 246
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55	2 272	2 272	19 231
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 186 425	1 295 475	780 911
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		2 283 312	2 152 745
Transport adapté	61		1 706 352	1 594 058
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65	1 161 330	1 157 164	1 145 259
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	207 871	244 616	204 839
Réseau de distribution de l'eau potable	68	838 174	812 562	812 028
Traitement des eaux usées	69	9 316	12 076	9 019
Réseaux d'égout	70	244 874	237 462	236 783
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	1 350 000	1 427 057	1 408 292
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			40 000
Rénovation urbaine	83	20 245	804 571	570 278
Promotion et développement économique	84			
Autres	85		133 995	72 868
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	2 339 490	2 335 355	1 811 756
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	515 775	542 831	598 493
Autres	88	684 040	712 098	817 709
Réseau d'électricité	89			
	90	8 557 540	9 801 361	12 353 515

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			261 403
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	2 346 892	2 346 892	428 345
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		2 495 241	427 127
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	1 446 673	1 927 719	1 347 259
Réseau de distribution de l'eau potable	107	3 255 015	3 387 814	2 723 281
Traitement des eaux usées	108	120 556	2 134 261	147 000
Réseaux d'égout	109	1 205 562	2 768 190	708 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			4 388
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	50 000	1 656 524	93 958
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	6 077 806	14 221 400	6 140 761

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	2 900 000	3 134 211	3 134 211
Fonds de développement des territoires	135	998 400	1 880 809	1 880 809
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			2 802 735
Autres	137	700 000	635 067	635 067
	138	4 598 400	5 650 087	8 452 822
TOTAL DES TRANSFERTS	139	19 233 746	29 672 848	38 964 086
				26 403 953

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	188 600	228 881	169 133
Sécurité incendie	145		44 970	44 970
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	188 600	273 851	169 133
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	5 600	5 759	5 680
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	495 000	471 510	562 274
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	650 000	736 509	851 659
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 150 600	1 213 778	1 419 613
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 339 200	1 487 629	1 588 746

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182	2 000	1 772	1 804
Évaluation	183	25 000	25 713	26 674
Autre	184	664 550	724 327	1 364 084
	185	691 550	751 812	1 392 562
Sécurité publique				
Police	186	700 000	1 342 813	1 397 118
Sécurité incendie	187	75 000	66 284	118 504
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	775 000	1 409 097	1 515 622
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	125 860	256 679	243 952
Enlèvement de la neige	192	200 000	266 931	219 607
Autres	193	60 000	425 029	34 754
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		3 413 491	3 400 395
Transport adapté	195		179 375	174 575
Transport scolaire	196			
Autres	197	787 500	688 594	1 025 000
Autres	198			
	199	1 173 360	1 637 233	5 098 283
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	300 000	299 392	377 313
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	60 000	54 839	107 076
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205			
Autres	206	125 000	307 254	114 522
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209	500	1 231	
	210	485 500	662 716	598 911
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	337 000	447 722	397 955
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219	337 000	447 722	397 955
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	1 775 800	1 726 713	1 888 780
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	68 650	73 822	81 936
Autres	222	88 060	155 874	389 302
	223	1 932 510	1 956 409	2 360 018
Réseau d'électricité	224	47 523 570	48 047 726	48 139 287
	225	52 918 490	54 912 715	59 502 638
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	54 257 690	56 400 344	61 091 384

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	690 000	733 920	758 778
Droits de mutation immobilière	228	3 900 000	6 261 055	4 297 385
Droits sur les carrières et sablières	229	750 000	750 000	750 000
Autres	230	8 500	7 072	8 433
	231	5 348 500	7 752 047	5 814 596
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	4 100 000	4 223 729	4 599 895
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233		33 937	11 973
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	2 070 000	2 717 873	2 326 987
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	370 000	2 125 659	429 102
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238	3 001 887		503 859
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241		56 227	361 438
Autres	242	5 000	(565 716)	1 085 936
	243	3 376 887	1 616 170	2 380 335
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	5 807 184	5 413 524	153 748	5 567 272	5 564 955	5 373 163
Greffe et application de la loi	2	4 733 580	4 896 810	133 383	5 030 193	5 030 193	3 791 741
Gestion financière et administrative	3	15 294 699	13 899 243	541 367	14 440 610	14 440 610	13 005 962
Évaluation	4	2 390 249	2 141 843	38 173	2 180 016	2 180 016	2 251 658
Gestion du personnel	5	3 596 286	3 418 941	74 865	3 493 806	3 490 996	3 601 066
Autres							
- Communication	6	1 868 692	2 080 223	111 581	2 191 804	2 191 804	2 296 639
- Autres	7	1 475 702	3 813 295		3 813 295	3 813 295	2 356 517
	8	35 166 392	35 663 879	1 053 117	36 716 996	36 711 869	32 676 746
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	34 642 920	36 310 506	1 770 069	38 080 575	38 080 575	35 544 426
Sécurité incendie	10	16 359 462	16 934 068	1 237 449	18 171 517	18 171 517	16 666 855
Sécurité civile	11		36 453		36 453	36 453	9 928
Autres	12	945 030	932 813		932 813	932 813	934 202
	13	51 947 412	54 213 840	3 007 518	57 221 358	57 221 358	53 155 411
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	10 289 800	11 402 222	13 957 896	25 360 118	25 360 118	22 070 882
Enlèvement de la neige	15	19 129 753	21 517 118	2 305 881	23 822 999	23 822 999	22 057 611
Éclairage des rues	16	2 292 598	2 327 966	43 976	2 371 942	2 371 942	2 289 127
Circulation et stationnement	17	2 156 903	2 209 105	576 651	2 785 756	2 785 756	2 507 051
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 128 423	11 686 739	177	11 686 916	23 048 853	21 621 338
Transport aérien	19	156 723	138 655	6 675	145 330	145 330	262 447
Transport par eau	20	987 598	699 490	826 652	1 526 142	1 526 142	1 472 896
Autres	21			5 200	5 200	5 200	5 200
	22	46 141 798	49 981 295	17 723 108	67 704 403	79 066 340	72 286 552

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 048 910	3 960 840	1 771 979	5 732 819	5 732 819	5 115 480
Réseau de distribution de l'eau potable	24	8 416 064	8 328 880	4 559 084	12 887 964	12 887 964	12 738 225
Traitement des eaux usées	25	3 895 807	4 410 440	4 736 030	9 146 470	9 146 470	6 657 130
Réseaux d'égout	26	2 762 494	2 973 712	4 790 087	7 763 799	7 763 799	6 436 116
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 992 132	3 006 329	4 385	3 010 714	3 010 714	2 844 682
Élimination	28	6 732 930	6 384 863	216 374	6 601 237	6 601 237	6 933 606
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 872 933	1 785 544	27 273	1 812 817	1 812 817	1 838 741
Tri et conditionnement	30	1 874 424	1 560 160	1 506 032	3 066 192	3 066 192	1 881 592
Matières organiques							
Collecte et transport	31	446 671	429 043		429 043	429 043	445 728
Traitement	32	384 198	69 518		69 518	69 518	45 421
Matériaux secs	33	1 801 889	1 687 469	32 705	1 720 174	1 720 174	1 747 759
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	172 074	228 839	6 737	235 576	235 576	206 062
Autres	39						
	40	35 400 526	34 825 637	17 650 686	52 476 323	52 476 323	46 890 542
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 073 831	1 648 438		1 648 438	1 648 438	1 496 263
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	724 940	949 536	4 935	954 471	954 471	669 680
	44	1 798 771	2 597 974	4 935	2 602 909	2 602 909	2 165 943
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	10 280 918	10 512 923	1 171 372	11 684 295	11 684 295	10 791 893
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		346 654		346 654	346 654	256 998
Autres biens	47		1 431 009		1 431 009	1 431 009	1 623 679
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	11 856 444	13 287 805	2 130	13 289 935	13 289 935	15 273 468
Tourisme	49			416 013	416 013	416 013	307 463
Autres	50						
Autres	51						
	52	22 137 362	25 578 391	1 589 515	27 167 906	27 167 906	28 253 501

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 252 271	4 234 831	2 419 448	6 654 279	6 654 279	3 762 402
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 548 554	7 626 932	1 736 389	9 363 321	9 363 321	9 593 989
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 295 341	2 418 671	117 899	2 536 570	2 536 570	2 180 649
Parcs et terrains de jeux	56	6 159 159	8 772 200	3 644 338	12 416 538	12 416 538	9 359 226
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	126 644	148 499		148 499	148 499	2 897 394
Autres	59	1 706 065	2 034 132	255 792	2 289 924	2 289 339	1 788 937
	60	22 088 034	25 235 265	8 173 866	33 409 131	33 408 546	29 582 597
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	9 795 698	10 192 902	779 344	10 972 246	10 917 731	10 458 869
Bibliothèques	62	6 096 776	6 104 027	927 804	7 031 831	7 031 831	6 678 155
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 450 297	1 663 473	465 358	2 128 831	2 128 831	1 982 869
Autres ressources du patrimoine	64	171 492	189 177	64 671	253 848	253 848	323 906
Autres	65	2 230 635	2 582 145	90 021	2 672 166	2 785 186	2 201 549
	66	19 744 898	20 731 724	2 327 198	23 058 922	23 117 427	21 645 348
	67	41 832 932	45 966 989	10 501 064	56 468 053	56 525 973	51 227 945
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	36 711 032	35 386 464	2 852 215	38 238 679	38 238 679	36 332 549
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	12 383 175	11 153 615		11 153 615	11 511 070	11 485 174
Autres frais	70	1 138 190	1 057 950		1 057 950	1 057 950	1 037 768
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	6 074 500	5 863 300		5 863 300	5 863 300	6 192 000
Autres	72	260 000	99 345		99 345	102 178	176 514
	73	19 855 865	18 174 210		18 174 210	18 534 498	18 891 456
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	41 908 479	54 382 158	(54 382 158)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la Ville de Saguenay (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

François Gagnon, CPA auditeur, CA
201, rue Racine Est, CP 8060
Chicoutimi, (Québec), G7H 5B8

DATE 2018-05-01

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 5 898 293	5 898 293	3 813 861
	Usines de traitement de l'eau potable	2 2 114 900	2 114 900	5 567 929
	Usines et bassins d'épuration	3 562 365	562 365	678 166
	Conduites d'égout	4 8 729 747	8 729 747	912 171
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6 24 741 111	24 989 178	19 443 146
	Ponts, tunnels et viaducs	7 83 365	83 365	403 303
	Systèmes d'éclairage des rues	8 138 460	138 460	94 201
	Aires de stationnement	9 1 357 306	1 357 306	1 261 726
	Parcs et terrains de jeux	10 8 414 862	8 414 862	4 481 108
	Autres infrastructures	11 301 443	301 443	246 091
	Réseau d'électricité	12 606 934	606 934	1 007 888
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13 6 465 531	6 564 267	3 307 746
	Édifices communautaires et récréatifs	14 8 643 743	8 643 743	4 023 580
	Améliorations locatives	15		
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16	4 065 198	130 675
	Autres	17 7 567 925	7 608 152	4 244 651
	Ameublement et équipement de bureau	18 1 693 221	2 921 867	2 001 590
	Machinerie, outillage et équipement divers	19 2 317 032	2 322 188	4 213 433
	Terrains	20 647 361	647 361	419 744
	Autres	21	7 335	55 181
		22 80 283 599	85 976 964	56 306 190

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23 5 687 403	5 687 403	3 230 473
	Usines de traitement de l'eau potable	24 2 114 900	2 114 900	5 567 929
	Usines et bassins d'épuration	25 562 365	562 365	678 166
	Conduites d'égout	26 8 719 005	8 719 005	850 917
	Autres infrastructures	27 29 965 714	30 213 781	22 399 728
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28 210 890	210 890	583 388
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31 10 742	10 742	61 254
	Autres infrastructures	32 5 070 833	5 070 833	3 529 847
	Autres immobilisations	33 27 941 747	33 387 045	19 404 488
		34 80 283 599	85 976 964	56 306 190

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
Rémunération	35	2 665 058	3 239 704
Charges sociales	36	647 938	800 248
Biens et services	37	76 970 603	51 363 551
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	80 283 599	55 403 503

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 919 150	2 067 100	3 210 127	3 776 123
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	362 838 677	100 690 304	64 469 462	399 059 519
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	367 757 827	102 757 404	67 679 589	402 835 642
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	8 423 463	786 339	1 442 516	7 767 286
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	8 423 463	786 339	1 442 516	7 767 286
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	8 423 463	786 339	1 442 516	7 767 286
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	48 609 523	11 065 907	6 464 336	53 211 094
Autres	16	736 544	490 000	297 479	929 065
	17	2 830 213	(490 000)	(297 479)	2 637 692
	18	60 599 743	11 852 246	7 906 852	64 545 137
	19	428 357 570	114 609 650	75 586 441	467 380 779
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	428 357 570	114 609 650	75 586 441	467 380 779

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	11 089 000	11 397 000	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 089 000	11 397 000	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	201,00	35,00	378 456,00	20 734 290	7 115 563	27 849 853
Professionnels	2	19,00	35,00	34 580,00	2 225 080	7 455 670	9 680 750
Cols blancs	3	377,00	35,00	703 721,00	22 768 717	358 673	23 127 390
Cols bleus	4	405,00	40,00	901 508,00	27 819 653	10 114 904	37 934 557
Policiers	5	192,00	39,00	444 578,00	20 031 133	6 833 773	26 864 906
Pompiers	6	116,00	42,00	274 229,00	9 162 773	3 325 574	12 488 347
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 310,00		2 737 072,00	102 741 646	35 204 157	137 945 803
Élus	9	20,00			1 149 000	467 433	1 616 433
	10	1 330,00			103 890 646	35 671 590	139 562 236

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	244 616		1 927 719		2 172 335
Réseau de distribution de l'eau potable	13	812 562		1 666 636		2 479 198
Traitement des eaux usées	14	12 076		2 134 261		2 146 337
Réseaux d'égout	15	237 462		1 666 636		1 904 098
Autres	16	13 412 161	680 255	6 878 464		20 970 880
	17	14 718 877	680 255	14 273 716		29 672 848

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	149 177	170 621
Évaluation	2	120 267	141 359
Autres	3	1 873 092	1 201 196
	4	2 142 536	1 513 176
Sécurité publique			
Police	5	1 799 623	1 779 946
Sécurité incendie	6	1 110 341	1 009 339
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 909 964	2 789 285
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 478 367	2 458 169
Enlèvement de la neige	11	1 636 258	1 629 949
Autres	12	61 904	73 462
Transport collectif	13	383 231	378 081
Autres	14	40 352	39 832
	15	4 600 112	4 579 493
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	293 418	299 833
Réseau de distribution de l'eau potable	17	691 497	701 608
Traitement des eaux usées	18	284 102	295 056
Réseaux d'égout	19	514 525	517 073
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	85 857	111 797
Matières recyclables	21	216 978	168 800
Autres	22		
Cours d'eau	23	2 862	2 850
Protection de l'environnement	24	28 619	28 502
Autres	25		
	26	2 117 858	2 125 519
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	926 403	1 054 481
Rénovation urbaine	32	354 772	477 136
Promotion et développement économique	33	354 772	487 221
Autres	34	59 129	79 523
	35	1 695 076	2 098 361
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	1 677 894	2 008 207
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	713 144	821 244
Autres	38	1 001 467	1 160 248
	39	3 392 505	3 989 699
Réseau d'électricité			
	40	1 316 159	1 378 602
	41	18 174 210	18 474 135

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Kevin Armstrong, District 4		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 277	2 106
Mme Brigitte Bergeron, District 10		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 277	2 106
M. Luc Blackburn, Quartier 16		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	29 463	14 349
Indemnité départ	16 894	
Mme Christine Boivin, Quartier 1		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	26 688	13 344
Indemnité départ	5 109	
M. Luc Boivin, Quartier 18		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	40 581	14 349
Indemnité départ	15 538	
M. Marc Bouchard, District 11		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	5 960	2 173
M. Jacques Cleary, Quartier 13		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	37 802	14 349
Indemnité départ	43 314	
M. Simon-Olivier Côté, District 8		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	31 118	15 408
M. Jean-Marc Crevier, District 6		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 041	2 021
M. Carl Dufour, District 5		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	43 407	16 476
Mme Julie Dufour, District 2		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	31 311	15 383
M. Jacques Fortin, Quartier 15		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	37 802	14 349
Indemnité départ	43 314	
Mme Sylvie Gaudreault, Quartier 3		
Rémunération élu, (1 jan - 13 nov)	37 802	14 349
Indemnité départ	43 314	
Mme Martine Gauthier, Quartier 17		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	29 463	14 349
Indemnité départ	11 281	
M. Martin Harvey, District 15		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 041	2 021
M. Réjean Hudon, Quartier 4		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	29 463	14 349
Indemnité départ	5 641	
Mme Josée Néron		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	45 689	15 474
M. Bernard Noël, Quartier 5		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	30 256	14 636
Indemnité départ	26 212	

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Marc Pettersen, District 7		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	33 411	16 324
M. Michel Potvin, District 12		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 277	2 106
M. Jean-Yves Provencher, Quartier 9		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	29 463	14 349
Indemnité départ	22 393	
M. Éric Simard, District 14		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 637	2 072
M. Raynald Simard, District 13		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	5 724	2 173
M. Michel Thiffault, District 3		
Rémunération élu (13 nov - 31 déc)	4 277	2 106
M. Claude Tremblay, Quartier 7		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	37 802	14 349
Indemnité départ	43 314	
M. François Tremblay, Quartier 19		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	37 802	14 349
Indemnité départ	7 237	
M. Jean Tremblay		
Rémunération élu (1 jan - 13 nov)	126 038	14 349
Allocation de transition	144 726	
Indemnité départ	120 469	
M. Jonathan Tremblay, District 1		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	35 751	16 476
M. Michel Tremblay, District 9		
Rémunération élu (1 jan - 31 déc)	34 278	16 409

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	27 017 248	27 322 355
Générale et institutionnelle	2	11 290 790	11 418 298
Industrielle	3		
Autres	4	8 706 532	8 674 927
Autres revenus	5	1 209 000	1 267 214
	6	48 223 570	48 682 794
Charges			
Achat d'énergie	7	32 250 000	31 073 583
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	6 311 032	6 235 017
Autres frais	10		
Frais de financement	11	1 305 355	1 316 159
Amortissement des immobilisations	12	2 205 743	2 852 215
	13	42 072 130	41 476 974
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(1 850 000)	(1 922 136)
	15	40 222 130	39 554 838
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	8 001 440	9 127 956
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	2 205 743	2 852 215
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	2 205 743	2 852 215
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(1 886 953)	(2 054 353)
	24	(1 886 953)	(2 054 353)
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		(500 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		(500 000)
	32	318 790	297 862
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	8 320 230	9 425 818
			11 536 032

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	3 303 155 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	1 211 456 \$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	186 444 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	\$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	\$
b) autres formes d'aide	30	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	268 699 708
Facteur comparatif de 2017	32	1,00
Valeur uniformisée	33	268 699 708

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET 34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) _____ \$

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement 37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 39 _____

b) Date d'adoption de la résolution 40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 198 018 000

Taxes spéciales

Service de la dette 2

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5 550

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 198 018 550

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 13 162 500

Égout 11 11 262 700

Traitement des eaux usées 12

Matières résiduelles 13 10 937 400

Autres

- Centre-Ville 14 39 200

- Zone Talbot 15 103 000

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 900 000

Service de la dette 18 26 000

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 36 430 800

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 36 430 800

26 234 449 350

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 450 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	58 500
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	80 300
	5	1 588 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	3 636 675
Cégeps et universités	7	3 219 485
Écoles primaires et secondaires	8	4 084 155
	9	10 940 315

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	12 529 115

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	5 935 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	192 650
Taxes d'affaires	17	
	18	6 127 650

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	3 507 000
Autres	23	254 960
	24	3 761 960
	25	22 418 725

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	X 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19	X 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	X 23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28 198 018 000	29 198 018 000
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12								
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18								
Autres 19	X	20 /100\$	21								
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24								
Total			25					26 (.....	27 (.....	28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41								
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47								
Autres 48	X	49 /100\$	50								
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53								
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60 %	61	62 (.....	63 (.....	64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelles - Chicoutimi	1,0429	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi	1,2049	1	
Taxe gén. non résidentiel - Chicoutimi	3,1181	1	
Taxe gén. industriels - Chicoutimi	4,0355	1	
Taxe gén. terrain vagues - Chicoutimi	1,8499	1	
Taxe gén. agricoles - Chicoutimi	1,0377	1	
Taxe gén. résiduelles - Jonquière	1,0381	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière	1,2001	1	
Taxe gén. non résidentiel - Jonquière	3,1134	1	
Taxe gén. industriels - Jonquière	4,0308	1	
Taxe gén. terrain vagues - Jonquière	1,8452	1	
Taxe gén. agricoles - Jonquière	1,0329	1	
Taxe gén. résiduelles - La Baie	1,0357	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie	1,1977	1	
Taxe gén. non résidentiel - La Baie	3,1366	1	
Taxe gén. industriels - La Baie	4,0373	1	
Taxe gén. terrain vagues - La Baie	1,8428	1	
Taxe gén. agricoles - La Baie	1,0305	1	
Taxe gén. résiduelles - Laterrière	1,0401	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière	1,2022	1	
Taxe gén. non résidentiel - Laterrière	3,0697	1	
Taxe gén. industriels - Laterrière	3,8226	1	
Taxe gén. terrain vagues - Laterrière	1,8472	1	
Taxe gén. agricoles - Laterrière	1,0349	1	
Taxe gén. résiduelles - Canton	1,0354	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Canton	1,1975	1	
Taxe gén. non résidentiel - Canton	3,1107	1	
Taxe gén. industriels - Canton	4,0281	1	
Taxe gén. terrain vagues - Canton	1,8425	1	

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. agricoles - Canton	1,0302	1	
Taxe gén. résiduelles - Lac Kénogami	1,0354	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Lac Kénogami	1,1975	1	
Taxe gén. non résidentiel - Lac Kénogami	3,0518	1	
Taxe gén. industriels - Lac Kénogami	4,0281	1	
Taxe gén. terrain vagues - Lac Kénogami	1,8425	1	
Taxe gén. agricoles - Lac Kénogami	1,0302	1	
Taxe gén. résiduelles - Shipshaw	1,0469	1	
Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw	1,2090	1	
Taxe gén. non résidentiel - Shipshaw	3,1222	1	
Taxe gén. industriels - Shipshaw	4,0396	1	
Taxe gén. terrain vagues - Shipshaw	1,8540	1	
Taxe gén. agricoles - Shipshaw	1,0417	1	
Eau et compteur	0,4900	7	par m3
Vidange des fosses septiques	70,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	234 449 350
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>565 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	59 566 574
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	900 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>173 982 776</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	<u>13 185 123 500</u>
----	-----------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 3 | 1 | 9 | 5 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	47 505 000	37 614 000		1 586 000	8 373 000	998 000
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	2 042 053	1 434 273			5 428 500	30 790
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	49 547 053	39 048 273		1 586 000	13 801 500	1 028 790

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	101 942 000			198 018 000
De secteur	10	550			550
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	26 000			26 000
Autres	13	26 569 184			35 504 800
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	128 537 734			233 549 350

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	740 578 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	265 782 493 \$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	349 089 442 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	50 679 245 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	13 044 737 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 201, rue Racine Est, C.P. 8060
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 698-3000 5302
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 541-5961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel greffe@ville.saguenay.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Christine Tremblay, CPA, CA

Téléphone (418) 698-3030 2104
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 698-3049
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.tremblay@ville.saguenay.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 255, rue Racine Est, bureau 600
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 7L2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 549-4142 3630
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chouinard.jacques@rcgt.com

Responsable du dossier Jacques Chouinard, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom François Gagnon, CPA auditeur, CA

Titre Vérificateur général

Adresse 201, rue Racine Est, C.P. 8060
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 698-3002 6250
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 698-3004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel francois.gagnon@ville.saguenay.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Christine Tremblay, CPA, CA , atteste que le rapport financier consolidé de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saguenay .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saguenay consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saguenay détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de (4 247 007) \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,2681 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-04 14:28:40

Date de transmission au Ministère : 2018/05/08